



DECLARATION DU FORUM DU RESEAU DE LA GAUCHE AFRICAINE SUR LE PROCESSUS ELECTORAL EN RDC

Le Forum du Réseau de la Gauche Africaine (ALNEF en sigle anglais) prend acte des résultats des élections présidentielles et législatives tenues le 28 novembre 2011 en République Démocratique du Congo.

L'ALNEF note avec satisfaction que la Commission Electorale Indépendante (CENI) a organisé avec succès ces élections dans un délai très court et dans des conditions extrêmement difficiles.

Ce faisant, la CENI a évité au pays la crise de légitimité qui aurait découlé de la non-tenue de ces élections avant la fin du mandat présidentiel prévu pour le 06 décembre 2011. Une telle situation aurait sûrement replongé ce pays dans l'instabilité.

L'ALNEF félicite la République Sud-Africaine, la République Populaire d'Angola ainsi que la République du Congo pour l'aide logistique qu'elles ont apporté au gouvernement congolais. L'ALNEF reconnaît également les efforts fournis par le gouvernement de la RDC lui-même pour avoir pu financer tout l'exercice électoral par ses propres ressources.

Cependant, l'ALNEF est conscient qu'un certain nombre de facteurs ont joué un rôle négatif sur le tout processus électoral et ont eu un impact négatif sur ses résultats.

La loi organique créant la CENI a été adoptée en Juillet 2010. Ses sept membres n'ont été désignés qu'en mars 2011 et en mai 2011 respectivement pour la majorité présidentielle et pour l'opposition, soit huit et six mois seulement avant le double scrutin. Le calendrier électoral n'a été adopté qu'en juin 2011, cinq mois avant le scrutin.

La RDC est un immense pays d'une superficie de 2,3 millions de km², couvert par des forêts et traversés par d'innombrables rivières mais pratiquement dépourvues de moyens de communications adéquates. La plus grande majorité des électeurs sont illettrés. Pour les élections législatives, 14,000 des 18,000 milles candidats en compétition pour 500 sièges seulement ont été enregistrés le dernier jour du calendrier, ce qui a considérablement compliqué le processus de vérification.

Des centaines de partis politiques et plus de 6,000 listes électorales ont pris part à la course à la députation nationale dans plus de 169 circonscriptions électorales, ce qui a rendu les bulletins de vote pratiquement impossibles à lire pour la plupart des électeurs et a rendu presque impossible la compilation des résultats pour la plupart des agents électoraux en plus du fait qu'ils étaient pas préparés, étaient généralement peu éduqués et pratiquement non formés.

Quelques mois avant le scrutin, l'Union Européenne a refusé de remplir ses engagements financiers et la plupart des fournisseurs du matériel et des équipements électoraux se sont déclarés incapables de respecter les délais de livraisons convenus.

L'écrasante majorité des citoyens croupit dans une extrême pauvreté alors même que les mauvaises pratiques héritées du régime réactionnaire précédent, telles que la corruption, l'individualisme et le tribalisme, sont encore très courantes dans la société congolaise.

La production de biens et de services est à l'arrêt dans tous les secteurs de l'économie congolaise. Il en résulte une société divisée entre une toute petite bourgeoisie prédatrice d'un côté et une énorme paysannerie d'un autre, avec entre ces deux classes, un prolétariat embryonnaire largement composé des mineurs du sud-est du pays et une large classe moyenne paupérisée et des millions de citoyens sans emplois concentrés dans la capitale Kinshasa. Tous ces facteurs combinés tirent vers le bas la conscience de classe ou la conscience politique tout court.

Les forces de défense et de sécurité demeurent largement fragmentées, sous-équipées, sous-entraînées et mal payées du fait des nombreuses guerres d'agression menées par des agents des forces impérialistes qui ont déchiré le pays depuis le renversement du premier gouvernement démocratiquement élu dirigé par Patrice Emery Lumumba en septembre 1960.

Les forces progressistes et de gauche sont encore très jeunes et fragmentées alors que les forces réactionnaires, avec le soutien des puissances impérialistes, continuent de tirer le pays vers les jours les plus sombres de l'histoire de la RDC.

L'ALNEF considère que, malgré les difficultés qui ont marqué ce processus électoral, les résultats rendus publics par la CENI reflètent le niveau général de développement des forces politiques et économiques de la société congolaise.

L'ALNEF partage l'opinion qu'il a comporté de nombreuses mauvaises pratiques qui doivent être combattues de façon décisive. Néanmoins, l'ALNEF exhorte toutes les parties à recourir uniquement à des moyens légaux et pacifiques pour obtenir réparation chaque fois et partout où elles estiment que leurs droits ont été violés.

L'ALNEF encourage les forces progressistes et de gauche de la société congolaise à s'unir autour des principes de lutte contre l'impérialisme, le tribalisme, l'individualisme et la corruption et pour la défense des intérêts des pauvres tout en poursuivant la reconstruction de l'économie nationale. Cette unité est indispensable pour refaire les forces néocoloniales en RDC.

Le Secrétariat de l'ALNEF appelle les membres de l'ALNEF à continuer à soutenir la gauche et les forces progressistes congolaises au niveau bilatéral.

L'ALNEF condamne toutes les tentatives en cours, sous la houlette des puissances impérialistes, visant à imposer au peuple congolais, à travers des négociations ou par tout autre moyen, une clique de prédateurs et de réactionnaires dont certains sont responsables des tragédies que la RDC a connu pendant les cinq dernières décennies.

Fait à Johannesburg, le 03 février 2012

Pour le Secrétariat de l'ALNEF

ChrisMatlhako

Responsable du Département des relations internationales du Parti Communiste Sud-Africain et
Coordinateur de l'ALNEF

Contact : Email : chrismatlhako@hotmail.com ; Phone : +27835766011; +27832558804